



# Rural Evaluation NEWS

LETTRE D'INFORMATION DU HELPDESK ÉVALUATION EUROPÉEN POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

## UNE ÉTAPE MAJEURE DE L'ÉVALUATION : LES RAPPORTS ANNUELS DE MISE EN ŒUVRE 2017

Durant la période de programmation 2014-2020, les Autorités de gestion des programmes de développement rural soumettent des Rapports annuels de mise en œuvre (RAMO), qui comprennent des informations sur la mise en œuvre du plan d'évaluation (PE). En 2017 et 2019, les RAMO dits « améliorés » incluent aussi les conclusions des évaluations.

**L**e premier de ces rapports améliorés a été soumis en juin 2017 et offre un premier aperçu précieux des progrès réalisés par les États membres dans la mise en œuvre de leurs plans d'évaluation et des activités d'évaluation qu'ils ont effectuées.

Le Helpdesk Évaluation européen pour le développement rural a évalué les chapitres 2 et 7 des RAMO, à la fois pour juger si les évaluations effectuées livrent une image exacte et fiable des réalisations des PDR et pour synthétiser les conclusions afin de rédiger un rapport au niveau européen. À cette fin, 50 critères ont été extraits pour chacune des 21 questions évaluatives communes (QEC) et questions évaluatives supplémentaires spécifiques aux programmes auxquelles il a été répondu dans les RAMO soumis en 2017. >



### ACTUALITÉS

PRÉPAREZ-VOUS À L'IMPACT!!  
LANCEMENT DU NOUVEAU GROUPE  
DE TRAVAIL THÉMATIQUE

PAGE 6



### BONNES PRATIQUES

CINQUIÈME ATELIER DE BONNES  
PRATIQUES : 19-20 SEPTEMBRE  
RIGA, LETTONIE

PAGE 11



### RETOUR AUX FONDAMENTAUX

MESURER L'IMPACT DES PROGRAMMES  
DE DÉVELOPPEMENT RURAL

PAGE 15



### ÉVÉNEMENTS

CALENDRIER -  
QUOI DE NEUF?

PAGE 16

## Planifiez votre travail puis appliquez votre plan!

Les modifications des PE ont considérablement augmenté à mesure que les États membres acquéraient plus d'expérience dans la gestion de leurs programmes. Les concepts d'évaluation des PDR ont été affinés, les calendriers ont été révisés et les éléments d'évaluation ont été complétés. Les modifications se sont concentrées principalement dans les domaines suivants :

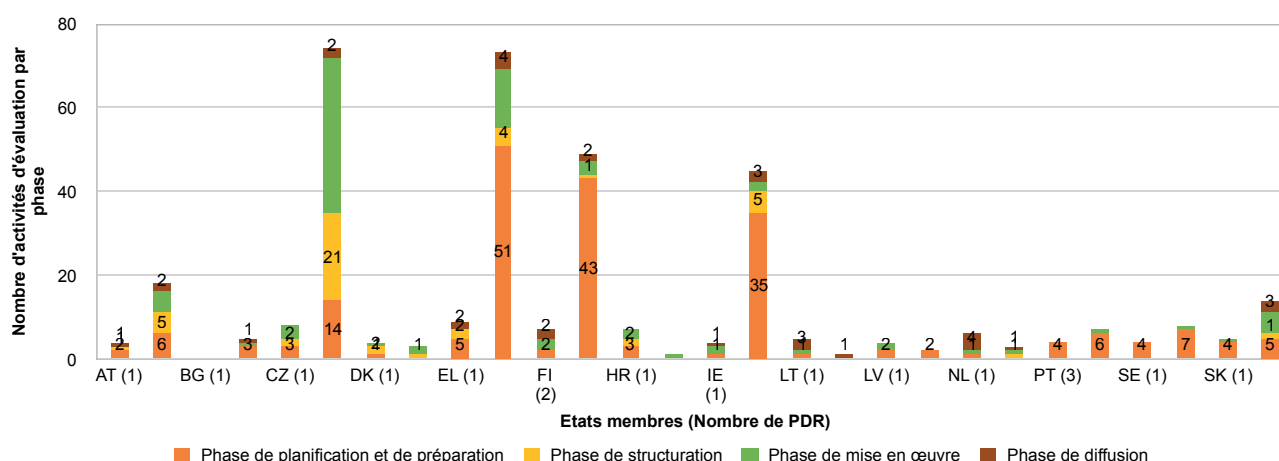
- Modifications/actualisations du calendrier d'évaluation (p. ex. en raison de retards dans la mise en œuvre du programme) ;
- Actualisations/modifications des procédures et des ressources humaines ;
- Actualisations des unités utilisées, des critères de jugement et des indicateurs, et élaboration d'autres concepts d'évaluation détaillés ;
- Sélection et engagement d'évaluateurs des PDR.

## Trouver le bon élément

Alors que les PDR ne sont pas dans la dernière ligne droite, ils ont considérablement progressé dans la signature de contrats avec des évaluateurs indépendants pour la réalisation d'activités d'évaluation, une étape cruciale pour assurer une évaluation rigoureuse. Près de 80% des RAMO soumis en 2017 livrent quelques informations concernant l'étape qu'ils ont atteinte dans le processus d'engagement d'un évaluateur indépendant pour cette période de programmation.

Toutefois, les activités de suivi et de gestion des données mentionnées indiquent que les PDR en sont en grande partie encore au stade de créer et adapter leurs systèmes de suivi. Les activités relatives à la gestion des données concernent la configuration du système de suivi en termes administratifs et techniques et visent à assurer la fourniture

Figure 1 : Activités d'évaluation par État membre et par phase



Source : Examen des RAMO soumis en 2017 (Helpdesk Évaluation pour le développement rural, 2017)

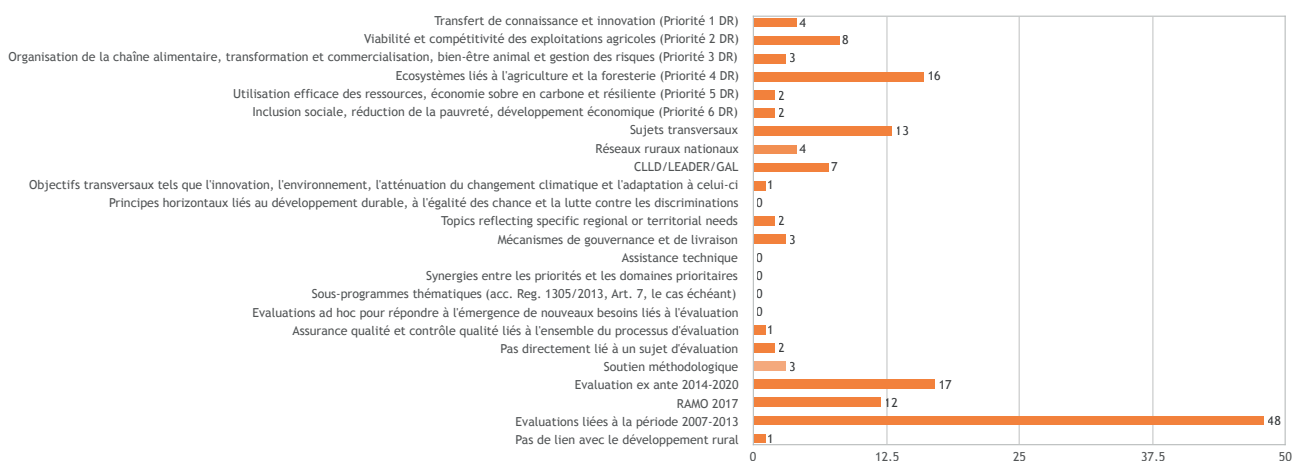
Les États membres ont connu une forte croissance des activités liées à l'évaluation : celles-ci ont quasi doublé par rapport aux années précédentes. L'essentiel des progrès se concentre dans des activités liées aux phases de planification et de préparation des évaluations (Figure 1). Bien que nous ne soyons encore qu'au début de la période de programmation, il convient de noter que déjà un tiers du nombre total des activités d'évaluation signalées concernent les phases de mise en œuvre et de diffusion des évaluations. C'est nettement plus que dans les RAMO soumis en 2016, où seulement une activité sur sept concernait ces deux dernières phases.

et la collecte de données. Les États membres restent confrontés à des défis en matière de gestion des données (p. ex. améliorer les indicateurs et permettre leur calcul, un manque général de définitions cohérentes, de valeurs de référence, de valeurs cibles et des difficultés concernant la fiabilité du calcul des indicateurs en raison des données disponibles). Malgré les défis dans les domaines du suivi et de la gestion des données, le nombre d'évaluations terminées a considérablement augmenté et révèle d'importants progrès dans la mise en œuvre des PE. Les sujets abordés par les études d'évaluation concernent surtout la priorité 4 du DR, les sujets transversaux et la priorité 2 (Figure 2). Un tiers des PDR ont aussi fait rapport sur les évaluations ex-post de la période de programmation précédente (2007-2013).





Figure 2 : Évaluations terminées énumérées dans les RAMO soumis en 2017, par sujet



Source : Examen des RAMO soumis en 2017 (Helpdesk Évaluation pour le développement rural, 2017)

Une des conclusions les plus impressionnantes tirées à la lecture de ces rapports est le nombre étonnant d'activités de communication liées à l'évaluation qui ont été mentionnées : ces activités ont triplé par rapport à la période couverte par les rapports précédents et ont atteint plus de 800 000 intervenants. Les principaux canaux de communication utilisés ont été des événements (p. ex. conférences, séminaires, ateliers, excursions) et des sites web. La plupart de ces activités de communication concernent des priorités transversales et l'approche LEADER/CLLD.

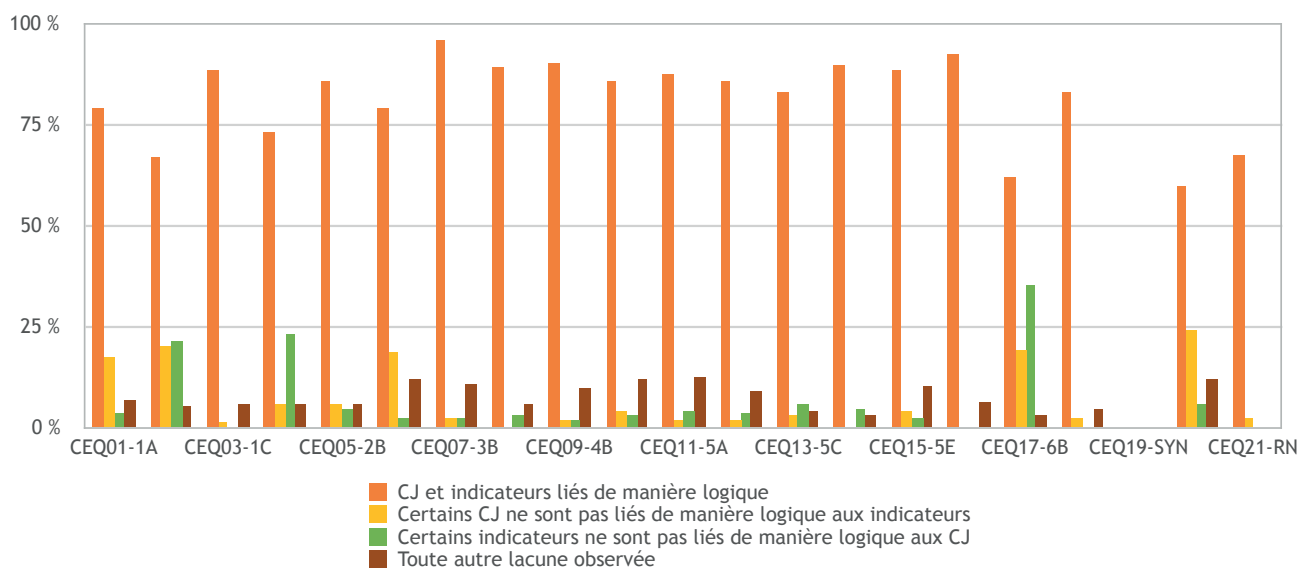
### Qu'est-ce qu'une évaluation ?

Une évaluation rigoureuse commence toujours par une logique d'intervention forte et, dans les PDR 2014-2020, cela transparaît

des liens forts entre les critères de jugement et les indicateurs de résultat communs ou supplémentaires. Néanmoins, des incohérences persistent (Figure 3) et concernent principalement les deux domaines suivants :

- les indicateurs de résultat supplémentaires définis par les autorités responsables du programme s'apparentent, par leurs caractéristiques, davantage à des indicateurs de réalisation ;
- les indicateurs ne sont pas toujours correctement liés aux critères de jugement ou sont mal appariés dans le tableau SFC. De telles incohérences étaient plus fréquentes dans les questions évaluatives communes (QEC) n° 1, 2, 4, 6, 17 et 20.

Figure 3 : Liens entre les critères de jugement et les indicateurs par QEC



Des méthodes d'évaluation standard ont été utilisées pour la plupart des QE en 2017. Ces méthodes comprennent l'analyse des données de suivi, de la documentation du projet et du programme, ou l'analyse sectorielle des données statistiques, qui ont, dans certains cas, été comparées aux données concernant les bénéficiaires des PDR. Alors que le suivi des données couvre les données provenant d'opérations terminées, certains RAMO déclarent qu'en cas de faible degré de mise en œuvre, des données sur des opérations programmées/engagées ont aussi été utilisées.

### Méthodes avancées pour réaliser une évaluation près de chez vous!

Il convient de noter que des États membres sont parvenus à utiliser des méthodes quantitatives plus avancées, malgré des difficultés à collecter des données, principalement pour évaluer le DP 2A (Améliorer les performances économiques de toutes les exploitations agricoles et faciliter leur restructuration et leur modernisation) et le DP 3A (Améliorer la compétitivité des producteurs primaires en les intégrant mieux dans la chaîne agroalimentaire et en ajoutant de la valeur aux produits agricoles) (Figure 4). Dans certains États membres, l'utilisation d'une analyse contradictoire pour calculer les indicateurs communs et supplémentaires a été signalée. Des évaluations plus approfondies ont aussi été observées sous la priorité 4 (Restaurer, préserver et renforcer les écosystèmes), le DP 5D (Réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'ammoniac du secteur agricole) et le DP 5E

(Encourager la conservation et la séquestration de carbone dans l'agriculture et la sylviculture). Pour ces DP, dans certains PDR, des données avancées des systèmes d'information géographique (SIG) et d'identification des parcelles (LPIS) ont été utilisées pour analyser les interventions.

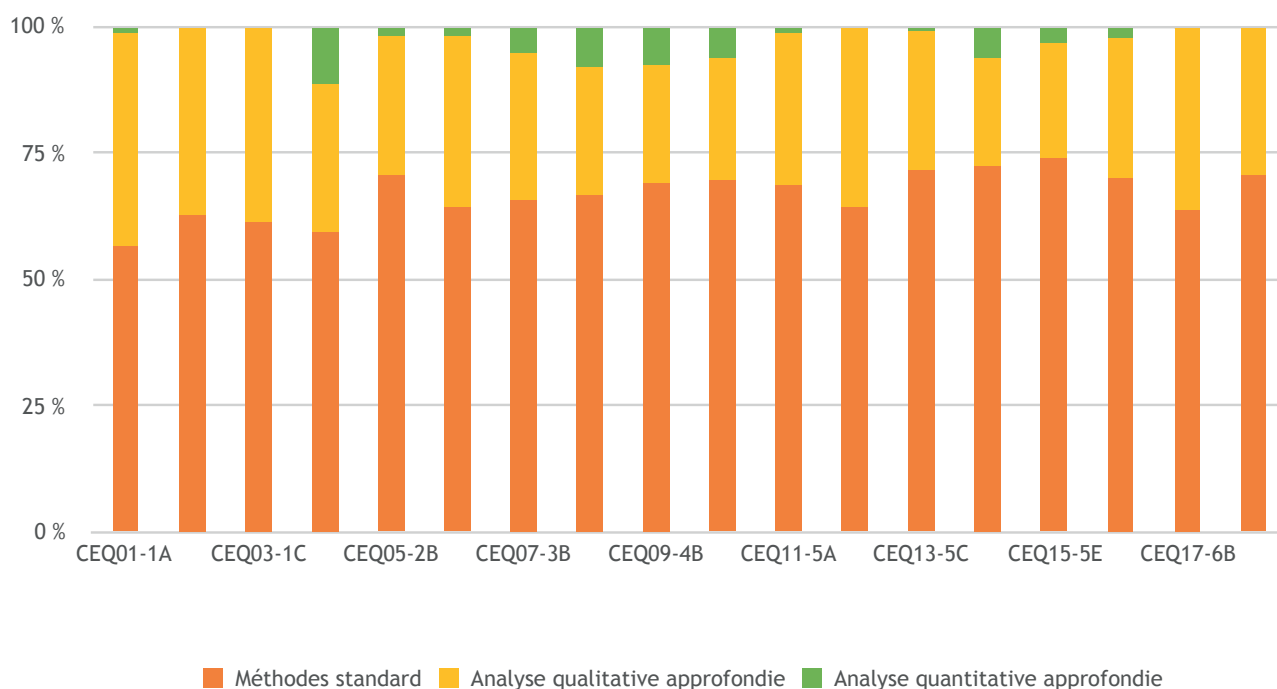
Alors que certains États membres ont déjà commencé à utiliser des méthodes avancées pour certains DP, beaucoup ont fait rapport sur des méthodes plus avancées à utiliser une fois que le programme aura atteint un degré de mise en œuvre suffisant pour permettre leur application. Ce fut particulièrement manifeste pour l'évaluation des DP liés aux indicateurs de résultat complémentaires et aux indicateurs de résultat supplémentaires. L'utilisation de méthodes d'analyse contradictoire pour les DP a été envisagée par des États membres non seulement pour les indicateurs socio-économiques, mais aussi pour les indicateurs environnementaux dont l'évaluation repose sur une analyse spatiale (avec le SIG, le LPIS, etc.).

### Défis et échecs

Voici les grands défis méthodologiques qui se sont posés :

- Le peu de temps pour réaliser l'évaluation a été une source considérable de préoccupation dans de nombreux RAMO. Les évaluateurs et les AG estimaient que le temps imparti était insuffisant pour leur permettre de faire une analyse adéquate.

Figure 4 : Méthodes d'évaluation utilisées pour évaluer les résultats des PDR en 2017, par QEC



- Le manque de données pour l'évaluation a été un défi non seulement pour les bénéficiaires mais aussi pour les non-bénéficiaires et a été principalement dû au faible degré de mise en œuvre des programmes. Ce manque de données a encore été aggravé par la non-utilisation des bases de données des opérations pour collecter des données pour les indicateurs de résultat complémentaires et par la disponibilité tardive de données statistiques pour l'évaluation (p. ex. données du RICA).
- Le faible nombre de participants (tant bénéficiaires que non-bénéficiaires) ayant répondu aux sondages ou ayant participé à des groupes de discussion et, en conséquence, des problèmes de représentativité des résultats. La conception des sondages et des interviews a aussi été signalée comme problématique.

### Solutions et perspectives

Pour résoudre les déficits de données, certains États membres ont utilisé des méthodes d'évaluation qualitatives (p. ex. interviews, groupes de discussion, sondages auprès des bénéficiaires et non-bénéficiaires des PDR, questionnaires en ligne pour les gestionnaires des mesures des PDR et études de cas sur des projets sélectionnés (principalement dans les priorités 4 et 5)). De plus, la théorie du changement a aussi été appliquée dans des cas où la mise en œuvre a été très faible, voire inexistante. Dans l'ensemble, sur la base de ces rapports, il est clair que les États membres progressent sur la voie de la mise en place de

meilleurs systèmes de suivi et de gestion des données, systèmes qui leur permettent d'appliquer des méthodes plus avancées, ce qui, à terme, facilitera des évaluations plus rigoureuses. La prochaine grande échéance d'évaluation sera le dépôt des RAMO en 2019, qui fourniront des informations encore plus précieuses pour évaluer l'évolution des PDR 2014-2020. ■

### Conclusions relatives aux réalisations des PDR

Le Helpdesk Évaluation s'emploie actuellement à faire la synthèse des conclusions relatives aux réalisations des PDR collectées à partir des RAMO soumis en 2017. Ces conclusions alimenteront les [Rapports stratégiques](#) de la Commission européenne publiés sous l'intitulé Document de travail de la Commission « Synthesis of Evaluation Results and Plans under the ESIF Programmes 2014-2020 ».



# PRÉPAREZ-VOUS À L'IMPACT!!

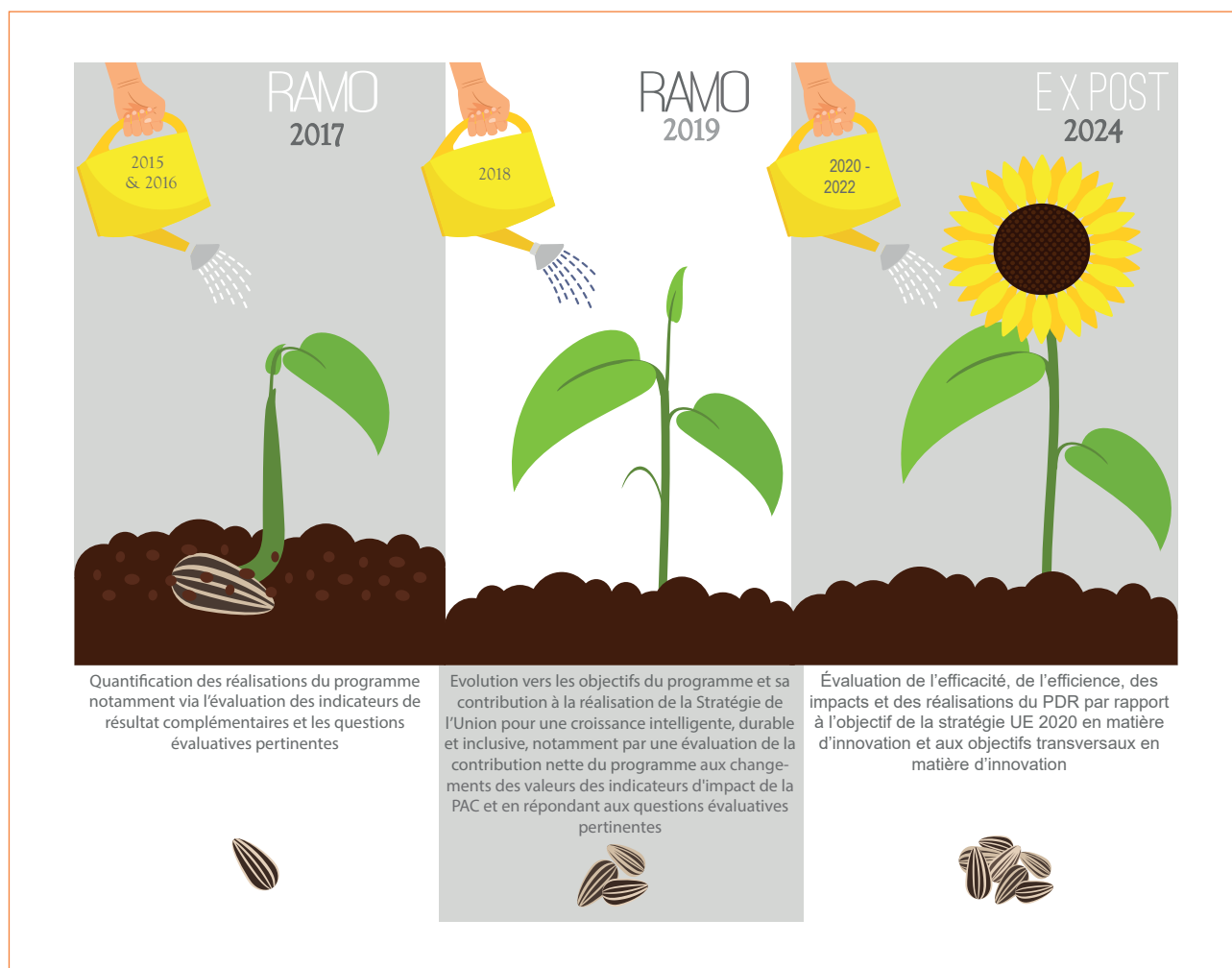
## LANCEMENT DU NOUVEAU GROUPE DE TRAVAIL THÉMATIQUE : « RENDRE COMPTE DES RÉALISATIONS ET IMPACTS DES PDR EN 2019 »

**E**n juin 2017, les Autorités de gestion des programmes de développement rural ont soumis les premiers Rapports annuels de mise en œuvre améliorés à la Commission européenne. Outre les informations de suivi, ces RAMO améliorés incluent, pour la première fois, la quantification des réalisations des programmes par le biais de l'évaluation des indicateurs de résultat (y compris les indicateurs de résultat complémentaires) et des réponses à des questions évaluatives pertinentes. En

2019, les deuxièmes **RAMO améliorés développeront ces informations en mentionnant** les progrès engrangés sur la voie de la réalisation des objectifs des programmes et de la Stratégie de l'Union pour une croissance intelligente, durable et inclusive (Figure 1). Ces informations seront obtenues via **l'évaluation des contributions nettes des programmes aux changements des valeurs des indicateurs d'impact de la PAC** et en répondant aux questions **évaluatives pertinentes**.



Figure 1 : RAMO améliorés et rapports d'évaluation



## Appui aux évaluations d'impact

Dans ce contexte, le Helpdesk Évaluation, en collaboration avec des experts sélectionnés et avec la DG AGRI, a lancé, en octobre 2017, son 5e groupe de travail thématique, qui aidera les intervenants participant à l'évaluation en fournissant des éléments indicatifs sur la façon de répondre aux QEC liées à l'impact et de structurer leurs activités d'évaluation pour les RAMO à soumettre en 2019.

Ce groupe de travail thématique poursuit les objectifs suivants :

- **Examiner les difficultés** posées par les activités d'évaluation à mener dans le contexte des RAMO à soumettre en 2019;
- **Présenter des approches pratiques** pour évaluer les contributions nettes des PDR à l'impact commun de la PAC et pour évaluer les progrès vers la réalisation des objectifs européens et les réponses aux questions évaluatives pertinentes ;
- **Offrir un appui pour évaluer les réalisations des objectifs européens** et pour rendre compte des conclusions en 2019.

Ces éléments indicatifs serviront à aborder, entre autres, les défis suivants liés à l'évaluation des PDR et à rendre compte de ces conclusions :

- Comment attribuer les changements observés dans les zones rurales aux effets du PDR ?
- Comment évaluer les contributions du PDR à la réalisation des trois objectifs de la PAC ?
- Comment évaluer les contributions du PDR à la réalisation de la Stratégie 2020 de l'UE pour une croissance intelligente, durable et inclusive ?
- Comment garantir l'obtention de données de grande qualité pour une évaluation rigoureuse de l'impact du PDR ?
- Comment coordonner les divers fournisseurs de données pour obtenir des données utilisables pour l'évaluation du PDR ?
- Comment rendre compte de l'évaluation des réalisations du PDR dans les RAMO en 2019 ? ■

**Vous trouverez de plus amples informations sur les groupes de travail thématique et les éléments indicatifs du Helpdesk Évaluation sur notre [site web](#).**

[Règlement d'exécution \(UE\) No 808/2014, Annexe I, Point 9, et Annexe VII, Point 7](#)

# INDICATEUR DE L'AGRICULTURE À HVN : QUOI DE NEUF DANS LE FEADER ?

L'agriculture à HVN est le seul indicateur d'impact de la PAC pour lequel aucune méthodologie commune n'est explicitement fournie au niveau de l'UE. Chaque État membre utilise des données et méthodologies adaptées à sa situation spécifique. Pour comprendre et mieux cerner ces diverses approches, le Helpdesk Évaluation a mis au point, en 2017, une Fiche d'information méthodologique, qui a été distribuée à toutes les Autorités de gestion afin de faire le point sur la façon dont les États membres surveillent et évaluent leurs terres agricoles à HVN<sup>1</sup>. Cette Fiche d'information méthodologique a été conçue comme un outil permettant à la Commission européenne et aux États membres de collecter, dans un format comparable, les approches adoptées concernant les indicateurs de l'agriculture à HVN.

## Le point sur les approches de l'agriculture à HVN dans les États membres

Sur la base de l'analyse des informations fournies, le Helpdesk Évaluation et un groupe d'experts ayant participé à ce travail ont pu distinguer cinq catégories d'exhaustivité des approches adoptées par les États membres :

- 1. Approche pleinement mise en place pour le suivi et l'évaluation de l'indicateur de contexte (CI37) :** lorsque les informations fournies révèlent l'application d'une approche rigoureuse basée sur des sources de données solides, d'un suivi régulier à la fois de la qualité et de l'étendue de l'agriculture à HVN et d'une méthodologie raisonnable d'évaluation.
- 2. Approche établie à peaufiner :** lorsque les informations fournies révèlent une approche qui reconnaît ses limites et prévoit d'éventuellement améliorer dans un avenir proche le suivi régulier de l'étendue et/ou de la qualité de l'agriculture à HVN, l'utilisation et la disponibilité de données et la méthode d'évaluation.
- 3. Approche limitée nécessitant d'importants ajustements :** lorsque les informations fournies révèlent que l'approche manque nettement de clarté ou présente d'importantes lacunes au niveau de la rigueur/clarté des données

utilisées et de la capacité de suivi de l'étendue et/ou de la qualité de l'agriculture à HVN et/ou qu'une méthode solide d'évaluation du CI37 n'est pas appliquée.

- 4. Approche en cours d'élaboration :** lorsque l'approche n'est pas suffisamment mûre pour être évaluée.
- 5. Aucune information fournie ou informations insuffisantes :** lorsqu'il y a trop peu d'informations pour permettre une classification de l'approche.

Sur les 52 PDR qui ont répondu au sondage, 23 ont élaboré une approche pleinement mise en place<sup>2</sup>. Parmi eux, certains États membres ont fourni des informations sur des éléments particulièrement originaux de leurs approches, qui méritent d'être présentés de façon plus détaillée pour servir de stimulants à d'autres États membres.

### Caractérisation de l'agriculture à HVN

Andersen et al. (2003) ont défini trois types d'agriculture à HVN, largement reconnus par les chercheurs et par l'ensemble de la communauté en charge de cette politique<sup>3</sup>:

**Type 1:** Zones agricoles intégrant une large proportion d'espaces semi-naturels.

**Type 2:** Zones agricoles reposant sur une mosaïque d'espaces agricoles à bas niveau d'intrants avec une forte proportion d'éléments paysagers naturels et structurels (bandes enherbées, haies, murets, bosquets ou buissons, ruisseaux, etc.)

**Type 3:** Zones agricoles accueillant des espèces rares ou une forte proportion de leur populations européennes ou mondiales.





## Exemples intéressants des États membres



L'Allemagne utilise une approche centralisée, basée sur la typologie d'Andersen et al. (types 1, 2 et 3). Cette méthode s'appuie principalement sur des données secondaires<sup>4</sup> pour identifier les zones à HVN et sur des données issues de sources primaires pour le suivi des changements de couvert végétal, de pratiques agricoles et de l'évolution du nombre d'espèces, qui sont collectées annuellement jusqu'en 2024. **Les données sont générées via une méthode de sondage rigoureuse, qui repose sur un accord passé entre le ministère fédéral de l'Alimentation et de l'Agriculture, le ministère fédéral de l'Environnement et les États fédérés et qui est mise en œuvre par l'Agence fédérale pour la Conservation de la nature.** Ce sondage a encore été amélioré et rendu plus rigoureux grâce à l'augmentation de la taille de l'échantillon dans les États fédérés. Cette méthode est en outre fiable pour évaluer le CI37, même s'il a été signalé que la qualité statistique et la représentativité des données seront encore améliorées.

Le Danemark a élaboré une approche novatrice de la HVN fondée sur l'utilisation d'un système de cartographie basé sur des règles claires, qui est bien compris par les agriculteurs. Ce système utilise **une diversité de sources de données comprenant des données primaires et secondaires ainsi que des données communiquées par des volontaires de terrain**, ce qui permet d'évaluer tous les changements dans l'agriculture à HVN. La cartographie HVN offre un important avantage supplémentaire : la transparence de ses règles, qui facilite une sensibilisation accrue à l'importance de la biodiversité. Cette approche permet, en peu de temps, d'évaluer l'indicateur de l'agriculture à HVN et sera suivie annuellement jusqu'en 2020.



L'approche estonienne de l'agriculture à HVN utilise une partie de la typologie d'Andersen et al. (Type 1) et des données secondaires pour l'identifier. **Le suivi couvre les changements dans le nombre d'espèces et est actualisé chaque année, ce qui est très utile pour le Programme national de suivi.** En général, l'approche peut être évaluée comme bien équilibrée et rentable. Les améliorations planifiées pour la disponibilité des données et l'utilisation de nouvelles sources rendront cette approche encore plus performante.

En Italie, le réseau rural national a élaboré une approche commune, qui est utilisée par la plupart des PDR. Certaines régions ont établi leur propre méthode spécifique. C'est le cas de l'Émilie Romagne, qui a adopté une approche basée sur l'intégralité de la typologie d'Andersen et al., **utilisant des données de sources primaires pour l'identification et complétant ces données avec des données tirées du projet REFRESH.** Ces deux approches se sont avérées efficaces pour l'évaluation du CI37. Néanmoins, des améliorations sont toujours importantes, dans ce cas, en particulier en ce qui concerne l'utilisation de nouvelles sources de données et d'outils de gestion des données.



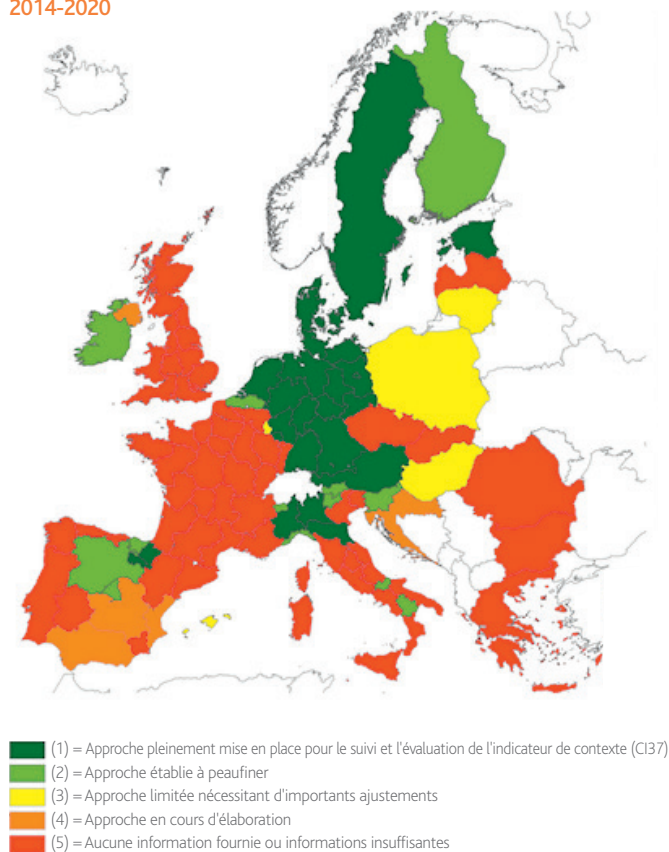
L'approche suédoise repose sur la typologie d'Andersen et al. (Types 1 et 2) et utilise des données primaires et secondaires pour l'identification et le suivi de l'agriculture à HVN. Cette méthode couvre les changements de couvert végétal, de pratiques agricoles et l'évolution du nombre d'espèces. Ce qui est particulièrement intéressant dans l'approche suédoise, c'est la **combinaison de sources de données secondaires avec des sondages pour évaluer la qualité des changements**, ainsi que la méthode proposée pour combler le manque de données pour des zones précieuses où se pratique une agriculture intensive.



Hormis les PDR ayant une approche pleinement mise en place pour le suivi et l'évaluation du CI37, le reste des PDR qui ont répondu à la Fiche d'information méthodologique révèlent une grande diversité d'approches :

- 14 PDR ont établi une bonne approche qui doit encore être améliorée;
- 5 PDR doivent apporter d'importants ajustements à leurs approches;

#### Le point sur les approches de l'agriculture à HVN dans les PDR 2014-2020



- 5 PDR ont des approches en cours d'élaboration;
- 6 États membres (dont tous les PDR de France, UK Angleterre et Pays de Galles) n'ont fourni aucune information ou des informations insuffisantes pour permettre une classification de leurs approches.

La carte ci-dessus illustre la situation complète dans les 28 EM de l'UE au niveau des PDR (y compris les PDR qui n'ont fourni aucune information) :

Dans l'ensemble, l'analyse révèle un manque général de données rigoureuses disponibles, ce qui a souvent été signalé comme un obstacle à la mise en œuvre d'une méthodologie solide. Ce manque de données peut profondément affecter la définition de l'approche utilisée pour identifier l'agriculture à HVN et en assurer le suivi. ■



#### Recommandations clés pour l'avenir

Pour favoriser des approches plus élaborées et avancées dans les États membres, voici deux recommandations :

- La collecte de données devrait être améliorée et passer d'une approche ponctuelle à une approche durable, rentable à long terme. Une bonne approche pourrait être un accord entre différentes entités participant au suivi de la biodiversité (p. ex. comme cela se fait en Allemagne) ou utilisant d'autres moyens de financement (p. ex. Life+ TEN à Trente).
- L'utilisation de méthodes contradictoires pourrait renforcer l'évaluation de l'impact des PDR sur l'agriculture à HVN et est dès lors hautement recommandable.

1. Pour la suite du travail effectué en 2016, veuillez consulter la page [https://enrd.ec.europa.eu/evaluation/publications/practices-identify-monitor-and-assess-hnv-farming-rdps-2014-2020\\_en](https://enrd.ec.europa.eu/evaluation/publications/practices-identify-monitor-and-assess-hnv-farming-rdps-2014-2020_en).

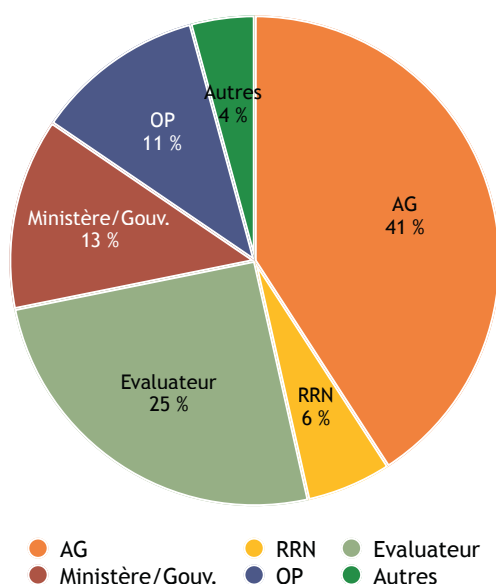
2. Voir la carte ci-dessous pour un aperçu complet.

3. Pour une définition complète d'Andersen et al., consultez la page [https://enrd.ec.europa.eu/evaluation/publications/practices-identify-monitor-and-assess-hnv-farming-rdps-2014-2020\\_en](https://enrd.ec.europa.eu/evaluation/publications/practices-identify-monitor-and-assess-hnv-farming-rdps-2014-2020_en).

4. Une source primaire fournit des données directes ou de première main sur un événement et/ou un objet : Les sources primaires peuvent être des données statistiques et des résultats d'un sondage. Les sources secondaires, quant à elles, décrivent, étudient, interprètent, commentent, analysent, évaluent, résument et traitent les sources primaires. Il peut s'agir d'articles et/ou d'études scientifiques.

# CINQUIÈME ATELIER DE BONNES PRATIQUES : 19-20 SEPTEMBRE RIGA, LETTONIE

Avec la soumission des Rapports annuels de mise en œuvre améliorés (RAMO) en 2017, l'évaluation des PDR 2014-2020 a atteint sa première échéance majeure. Le cinquième Atelier de bonnes pratiques « Comment rendre compte de l'évaluation des RAMO : expériences et perspectives » a été organisé par le ministère letton de l'Agriculture les 19 et 20 septembre 2017 à Riga (Lettonie).



Cet atelier visait à fournir un forum où les intervenants participant à l'évaluation des PDR pouvaient partager leurs expériences concernant les RAMO 2017. 70 participants de 25 États membres ainsi que des représentants de la Commission européenne y ont assisté.

**'L'atelier m'a permis de développer ma connaissance des évaluations des PDR et de rester en contact avec d'autres personnes. Il m'a permis de comparer les constatations relatives à notre PDR aux expériences d'autres, ainsi que de comprendre comment améliorer l'évaluation du RAMO 2019.'**

Évaluateur de Lettonie

Les séances de travail ont été axées sur l'amélioration des RAMO, en commençant par le partage des difficultés rencontrées et des solutions adoptées dans les RAMO 2017.

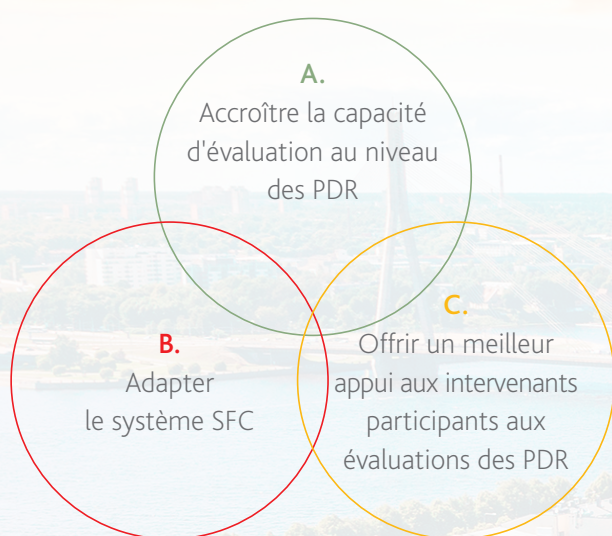
Les discussions ont abordé de nombreuses difficultés et situations, dont certaines étaient nouvelles (p. ex. celles qui concernent le modèle SFC), tandis que d'autres étaient bien connues dans le contexte de l'évaluation des PDR (p. ex. problèmes au niveau de la fourniture de données, ressources limitées, contraintes de temps).

## Principales réalisations

Les principales réalisations de l'atelier peuvent être regroupées en trois domaines (Figure 1). Ces trois domaines englobent les expériences prédominantes collectées auprès des participants et offrent trois axes principaux pour améliorer les évaluations dans les RAMO 2019.



Figure 1 : Axes pour améliorer les évaluations dans les RAMO 2019



**A.** Accroître la capacité d'évaluation au niveau des PDR : les participants ont discuté des difficultés rencontrées pour 1) engager l'évaluateur indépendant dans des situations où les procédures de marchés publics sont retardées et où les ressources financières et humaines manquent; 2) coordonner les activités entre plusieurs acteurs, éventuellement en concluant des accords entre organisme payeur, autorité de gestion, évaluateur et fournisseurs de données; 3) évaluer la qualité des évaluations en définissant des normes de qualité dans le mandat, en sélectionnant des méthodes avancées ou simples et en estimant le coût de la réalisation d'évaluations rigoureuses..

**B.** Adapter le système SFC : les participants ont formulé plusieurs recommandations sur la façon de résoudre les problèmes techniques ou liés aux contenus qui se sont posés lors de leurs premières utilisations du SFC. Les participants ont proposé : 1) de mieux aligner le modèle SFC sur les réglementations et lignes directrices européennes; 2) d'inclure des fonctions supplémentaires dans le modèle SFC, par exemple exporter/importer des valeurs à partir de fichiers Excel, activer une sauvegarde automatique et étendre les limites d'espace/de nombre de mots; 3) améliorer

la convivialité du rapport final en évitant des répétitions, en permettant l'insertion de graphiques et autres infographies.

**C.** Offrir un meilleur appui aux intervenants participant aux évaluations des PDR : les participants ont discuté de trois domaines principaux d'appui :

1. Données: fournir de nouvelles données sur les aspects environnementaux, filtrer les données utiles à partir d'une vaste source de données, développer les capacités de collecte de données, accélérer la livraison de données actualisées et accéder aux données du RICA;
2. Méthodologies d'évaluation: instructions claires concernant le calcul des indicateurs de résultat communs;
3. Compte rendu: comment utiliser le système SFC et rendre compte des réponses aux QEC.

L'appui dans ces trois domaines principaux peut être donné éventuellement par le biais de divers outils et orientations fournis par le Helpdesk Évaluation et par la Commission européenne. Les bonnes pratiques devraient aussi être mises en lumière et les retours d'informations devraient être plus spécifiques, plus cohérents et plus transparents. ■

**'L'atelier a été utile pour comprendre différentes approches utilisées par divers États membres pour répondre aux Questions évaluatives communes dans les RAMO à soumettre en 2017. L'échange d'idées nous a aidés à nous positionner par rapport aux situations d'autres États membres. C'est crucial pour améliorer nos pratiques dans les RAMO 2019.'**

Autorité de gestion de France

Pour plus de résultats de cet atelier et pour obtenir des informations sur les RAMO 2017, veuillez lire le [rapport complet](#) de l'Atelier de bonnes pratiques.

# COMMENT LES RRN PEUVENT-ILS SOUTENIR LES ACTIVITÉS D'ÉVALUATION : UNE CONVERSATION AVEC VIJA VEISA DU RRN LETTON

Les Réseaux ruraux nationaux (RRN) peuvent soutenir l'évaluation des PDR via une large gamme d'activités. Une des tâches les plus connues des RRN est de soutenir le partage et la diffusion des résultats du suivi et de l'évaluation<sup>1</sup>, ce qui reflète l'accent croissant mis sur l'appui des RRN à l'évaluation des PDR durant la période de programmation 2014-2020. Toutefois, les RRN peuvent aussi soutenir l'évaluation de bien d'autres façons, notamment en mettant sur pied des formations, en soutenant la collecte de données liées aux indicateurs des PDR, en créant des groupes thématiques liés à l'évaluation et en réalisant des études. Dans les faits, les pratiques liées à l'évaluation varient grandement d'un État membre à l'autre.

Pour examiner de plus près certaines des activités supplémentaires pouvant être menées par les RRN, le Helpdesk Évaluation a évoqué avec Vija Veisa, coordinatrice du projet du Réseau rural letton, le rôle très particulier de son RRN en tant que fournisseur de données en appui à l'évaluation du PDR letton.

## Comment votre réseau est-il organisé ?

La gestion du RRN est effectuée par le Centre letton de conseil et de formation en milieu rural (LRATC), qui vise à fournir des services de formation et de conseil aux entrepreneurs en milieu rural et à soutenir les activités de collecte de données et de recherche.

Le RRN met en œuvre ses activités avec l'aide de 26 bureaux locaux. Dans chaque bureau local, des experts en développement rural donnent des informations et assurent des formations et des activités de mise en réseau. Ce système présente l'avantage d'être à même de fournir les services les mieux adaptés aux besoins de la population. Cette opportunité facilite la collecte d'informations qualitatives sur les besoins de la population, sur les modes d'utilisation de ces informations par les personnes vivant en milieu rural, les entrepreneurs et les agriculteurs et sur la façon dont cet appui influence les activités économiques dans les zones rurales.



Vija Veisa

## Comment ces informations et données sont-elles utilisées ?

Elles nous aident à mesurer l'impact de nos activités. Nous partageons aussi ce type d'informations avec l'évaluateur en charge de l'évaluation *in itinere* (Institut des ressources et de l'économie agricoles (IARE)).

## Quel rôle le RRN joue-t-il dans l'évaluation du PDR ?

Les experts du réseau de développement rural et les spécialistes du LRATC sont habitués à collecter divers types de données auprès de la population aux fins de produire des statistiques.

En conséquence, tant le LRATC que le RRN peuvent accumuler une importante quantité d'informations, ce qui peut être très utile pour évaluer le PDR.

Ces activités ont permis la constitution d'une base de données pour soutenir l'auto-évaluation des RRN et fournir des données pour la réalisation d'évaluations quantitatives et qualitatives. De plus, en corrélant les données accumulées sur les indicateurs de performance économique des exploitations agricoles avec les données collectées par le RRN, il est possible de retracer comment les intervenants ont utilisé les informations et l'appui formatif disponibles et comment cela a influencé la performance économique des exploitations.

1. Règlement (UE) No 1305/2013, art. 54(3), Point b(v)







## Voyez-vous votre rôle dans l'évaluation du PDR comme celui d'un collecteur de données quantitatives et qualitatives ?

Oui, dans une certaine mesure, c'est une de nos fonctions... nous pouvons fournir des données susceptibles de compléter des ensembles de données existants et fournir d'autres informations qualitatives. Toutefois, au début de la période de programmation, nous aurions dû convenir, avec l'autorité de gestion et les évaluateurs, des types de données les plus utiles à collecter... sur ce point, nous sommes confrontés à la difficulté d'évaluation épinglée dans de nombreux pays, à savoir que le SCSE n'était pas encore totalement au point au début de la période de planification et qu'il est dès lors ardu d'évaluer certains aspects du PDR.

## Quels sont les exemples spécifiques d'appuis apportés par votre RRN à l'évaluation ?

Par exemple, nous étudions pour le moment combien de jeunes ayant participé aux journées d'information ont assisté à des formations à l'élaboration de plans d'entreprise. Nous notons ensuite combien de jeunes ont terminé avec succès leur formation et ont élaboré des plans d'entreprise. Des informations sont aussi collectées sur le nombre de jeunes qui ont réussi à attirer des financements pour la mise en œuvre de leur plan d'entreprise, sur le nombre d'entreprises qui ont été créées et sur l'état de développement atteint par ces entreprises après 2 années d'exploitation. C'est là un exemple parmi d'autres, mais nos données accumulées peuvent être utilisées dans de nombreux domaines.

Pour obtenir des informations qualitatives, j'aimerais mentionner une autre activité mise en œuvre par le RRN. Durant l'été 2017, le RRN a organisé un débat sur le thème « Développement de petites fermes rurales en Lettonie », qui a abouti à la création d'un groupe de travail et à la formulation de tâches liées aux différents domaines d'activités requis pour soutenir les petites et moyennes exploitations agricoles en Lettonie. Nous menons actuellement une étude qui contribuera à nous donner de plus amples informations sur les petites et moyennes exploitations. Les résultats centrés sur

les informations qualitatives seront transférés à l'évaluateur, qui les utilisera ensuite pour réaliser pour le FEADER son analyse d'impact sur le développement des petites et moyennes exploitations.

Je pense que l'analyse des informations qualitatives et quantitatives nous permettra de mieux comprendre les problèmes des petites et moyennes exploitations et nous aidera à trouver les solutions les plus appropriées pour améliorer l'activité économique.

## Par quels autres moyens le RRN peut-il soutenir l'évaluation du PDR ?

Le rôle et la capacité du RRN pourraient être mieux utilisés dans un autre domaine, à savoir l'évaluation LEADER/CLLD. En coopération avec le Forum rural letton (un réseau informel de GAL), le RRN peut aider des GAL à évaluer l'approche LEADER, par exemple, en les aidant à structurer leur auto-évaluation et les informations liées à l'évaluation d'une manière qui contribue à identifier et à stocker des données comparables... et à identifier des manières et moyens d'élaborer des indicateurs et de collecter plus d'informations.

## Diffusez-vous actuellement les résultats et conclusions d'évaluations ?

Oui, des ressources significatives sont investies dans l'évaluation du PDR et il est toujours pertinent de savoir qui d'autre que l'Autorité de gestion et le Comité de suivi du PDR utilise ces informations.

Nous préparons actuellement une conférence, qui se tiendra à la fin de cette année. Cette conférence a pour but de définir un axe de travail pour permettre aux intervenants du développement rural d'œuvrer au développement rural après 2020. Toutefois, pour envisager l'avenir, nous devons savoir dans quelle mesure nous parvenons à utiliser avec efficacité les opportunités existantes et dans quelle mesure nous avons utilisé l'appui de l'UE pour atteindre nos objectifs et répondre à nos besoins et, pour cela, les résultats et conclusions des évaluateurs seront très importants pour nous permettre d'avoir une discussion utile. ■





# RETOUR AUX FONDAMENTAUX : MESURER L'IMPACT DES PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT RURAL

L'impact d'un programme désigne les effets de causalité à moyen et/ou long terme d'une intervention sur la zone couverte par le programme. L'évaluation de cet impact par les évaluateurs constituera une partie cruciale des évaluations à soumettre dans les RAMO en 2019 et dans l'évaluation ex post en 2024.

L'impact d'un programme est lié aux objectifs plus larges du programme/de la politique. Dans le cas des PDR, l'impact est lié spécifiquement aux trois objectifs communs de la PAC : une production alimentaire viable, une gestion durable des ressources naturelles et un développement territorial équilibré.

Les évaluateurs jugent l'impact du programme (impact voulu et non voulu) tel qu'exprimé en termes « nets », c'est-à-dire après exclusion de tous les effets qui ne peuvent être attribués à l'intervention du programme. L'impact net inclut :

- a. Les effets directs du programme sur les bénéficiaires affectés par une intervention (p. ex. revenu, productivité du travail);

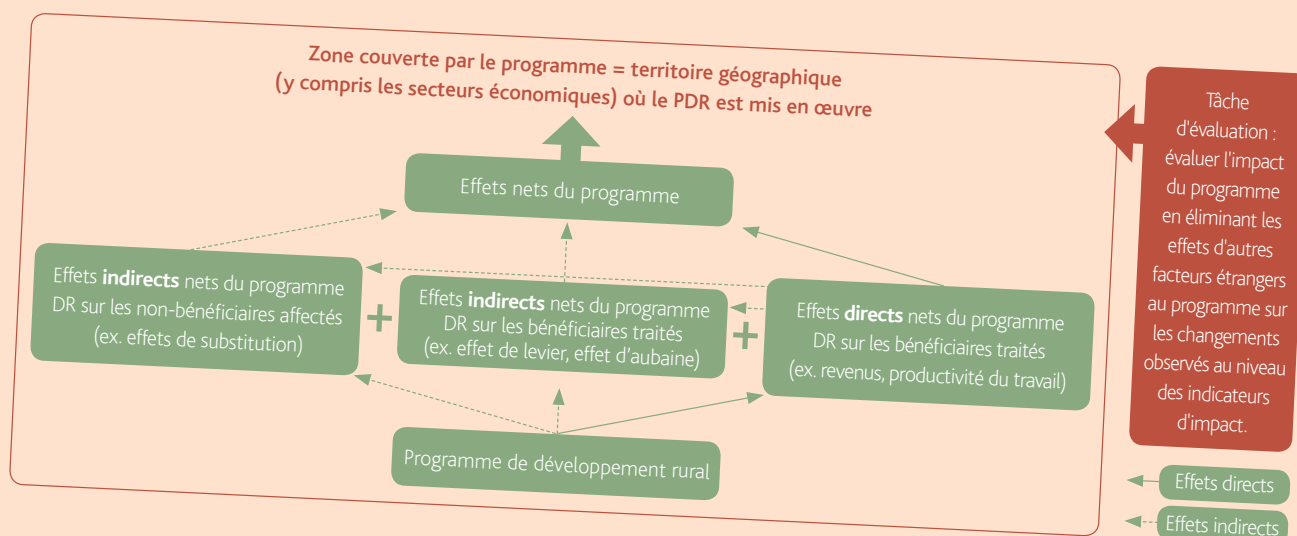
- b. Les effets indirects sur les bénéficiaires du programme (p. ex. effet de levier et effet d'aubaine);
- c. Les autres effets indirects au delà des bénéficiaires directs de l'intervention publique (c.-à-d. qui se sont répandus via l'économie, la société ou l'environnement jusqu'à des non-bénéficiaires et autres intervenants non définis comme bénéficiaires primaires du programme, tels que des ménages, des détaillants et des consommateurs).

L'impact net total est généralement plus large que les effets nets directs, qui n'incluent que les effets directs sur les bénéficiaires.

Les indicateurs d'impact communs de la PAC fournissent la base à partir de laquelle évaluer l'impact des PDR<sup>1</sup>. Si des objectifs généraux spécifiques ont été définis pour le programme, des indicateurs d'impact spécifiques au programme peuvent aussi être utilisés. ■

<sup>1</sup> Annexe au règlement (UE) No 834/2014

Figure 1 : Impact net des PDR



# CALENDRIER - QUOI DE NEUF?

## ÉVÉNEMENTS PASSÉS

- **LV – 19-20 septembre 2017 – Atelier de bonnes pratiques sur les rapports annuels de mise en œuvre:** Organisé par le Helpdesk Évaluation et le ministère de l'Agriculture en Lettonie, cet événement a réuni les acteurs de l'évaluation pour discuter de leurs problèmes et des solutions qu'ils ont trouvées pour répondre aux questions évaluatives pertinentes et en rendre compte dans l'AIR soumis en 2017. [Pour en savoir plus >>>](#)



- **HU – 8 - 10 Novembre 2017 – Exploitation des expériences CLLD – Bâtir des communautés locales résilientes:** [Pour en savoir plus >>>](#)
- **BE – 13 octobre 2017 – 9<sup>e</sup> sous-groupe Innovation:** [Pour en savoir plus >>>](#)

- **EL – 30 novembre – 1<sup>er</sup> décembre 2017 – Atelier de bonnes pratiques "le soutien des réseaux nationaux ruraux à l'évaluation des PDR":** organisé par le Helpdesk Évaluation, le Ministère grec du Développement rural et de l'alimentation et le Réseau rural national grec et son département publicité. Cet atelier a examiné de quelles manières les RRN pouvaient soutenir l'évaluation des PDR [Pour en savoir plus >>>](#)

- **BE – octobre 2017 – 8<sup>e</sup> Réunion du Groupe de pilotage des réseaux ruraux:** Le Helpdesk présente ses prochaines activités, y compris un atelier de bonnes pratiques sur « le soutien des réseaux nationaux ruraux à l'évaluation des PDR », son groupe de travail thématique 4 sur « l'évaluation de l'innovation dans les PDR 2014-2020 » et les lignes directrices récemment publiées sur l'évaluation de LEADER/CLLD. [Pour en savoir plus >>>](#)



## ÉVÈNEMENT PROGRAMMÉS

- **BE – 14 décembre 2017 – 4<sup>e</sup> Assemblée des réseaux ruraux**
- **EL – 1-5 octobre 2018 : 13<sup>e</sup> Conférence biennale de la Société européenne d'évaluation (EES) Évaluation pour l'édification de sociétés plus résilientes**



Envoyez vos questions à:

[info@ruralevaluation.eu](mailto:info@ruralevaluation.eu)



Le Helpdesk Évaluation travaille sous la supervision de l'Unité C4 (Suivi et Évaluation) de la direction générale de l'agriculture et du développement rural de la Commission européenne.

*Le contenu de cette lettre d'information ne reflète pas nécessairement le point de vue officiel de la Commission européenne.*

## Helpdesk Évaluation européen pour le développement rural

BE-1040 Bruxelles, Boulevard Saint Michel 77-79 (Métro Montgomery/Thieffry) E-mail: [info@ruralevaluation.eu](mailto:info@ruralevaluation.eu) •  
Site web: <http://enrd.ec.europa.eu/evaluation/> • Tél. +32 2 737 51 30 • Équipe éditoriale: Valérie Dumont, Myles O. Stiffler, Hannes Wimmer • Graphisme: Karott' SA • Collaborateurs: Vincenzo Angrisani, Valdis Kudins, Teresa Marques, Matteo Metta, Andreas Resch, Myles O. Stiffler, Jela Tvrdonova, Vija Veisa, Hannes Wimmer